

## **INTERVENTION DE JEAN-PIERRE CHEVENEMENT**

**Montpellier, mercredi 7 novembre 2001**

Mes chers compatriotes,

Les attentats meurtriers qui ont atteint les Etats-Unis, la situation de crise que nous vivons, ravivent partout l'inquiétude. Nous entrons dans une période d'incertitudes en tous domaines. Les rêves de la mondialisation heureuse tournent au cauchemar.

Il est loin de nous déjà le temps où de bons esprits nous annonçaient la fin de l'histoire, l'avènement de relations pacifiées sur toute la planète, l'autorégulation par les marchés, la fin des nations et le dépérissement des Etats. Ces prophéties de supermarché s'effacent devant la réalité : les réseaux terroristes utilisent à leur plus grand profit une mondialisation sans règle et sans contrôle ; leur financement tire parti de la globalisation financière, de l'anonymat bancaire, des transactions invisibles qui s'effectuent à la vitesse de la lumière. La confiance aveugle dans la technologie ne peut dispenser personne de connaître les peuples, les nations, les cultures, leur histoire, car la planète, ouverte comme jamais aux communications et aux échanges, demeure

constituée de sociétés politiques qui se définissent par leur histoire, leur géographie. Ce sont des sociétés humaines et non de purs marchés.

La mondialisation, qui porte en elle les promesses du dialogue des cultures, peut aussi receler les pires dangers.

Dans ce tourbillon d'incertitudes, j'entends le souhait et l'appel des Français, qui aspirent à vivre dans la sécurité. C'est un vœu légitime, aussi bien quand il touche à la situation dans nos villes et nos banlieues que lorsqu'il concerne les risques du terrorisme international, les conséquences sur notre sol d'une situation mondiale erratique où la justice est souvent blessée.

## **I –La sécurité n'ira pas sans courage.**

A) *A l'intérieur*, comment ne pas être préoccupé devant l'évolution de nos villes ? Depuis des années, la qualité de la vie était le souci de leurs élus ; de grands efforts ont été entrepris, des équipements construits, des réalisations de tous ordres ont embelli nos quartiers. Mais l'essentiel n'était pas là : des générations d'enfants et de jeunes étaient élevés dans un esprit où les valeurs du civisme et de la citoyenneté étaient délibérément ignorés. L'égoïsme, l'individualisme, la réussite par l'argent, l'arrogance de la force, la violence sur les écrans régnaient sans partage dans une société où il était

devenu interdit d'interdire. Le résultat est là : la tentation de la délinquance est forte pour les jeunes qui ont été élevés sans tuteur ni jardinier ! L'explosion de la délinquance des mineurs marque nos villes et nos banlieues. C'est une question éminemment sociale et c'est devenu une question nationale.

Dans ces cités neuves, équipées, modernes, grandissent des générations, dont la formation de l'esprit a souvent été manquée. Le respect de soi, le respect des autres, les règles élémentaires de la vie en société sont oubliées. Le respect de la loi est relatif et l'exemple vient d'en haut. Les difficultés particulières que rencontrent les jeunes des quartiers populaires pour réussir leur égal accès à la citoyenneté nourrissent des ressentiments profonds. Lorsque l'égalité des droits n'est pas réelle, le prétexte est trouvé pour se dispenser des devoirs.

Oui, pour sortir de cette situation, il faudra du courage !

Courage d'abord pour rappeler aux institutions de la République leur mission.

1. Ne nous le cachons pas : il y a une crise de l'éducation qui résulte depuis trente ans d'une permissivité excessive. Or on ne transmet que les valeurs auxquelles on croit. Dès lors qu'il n'y a plus de principes, tout est permis, et on

récolte la délinquance. C'est à cela qu'il faut mettre un terme.

La République doit retrouver ses principes.

L'autorité de la loi, égale pour tous en premier lieu. La République est un régime de liberté ; ce n'est pas un régime de faiblesse. Elle refuse la loi de la jungle.

La citoyenneté elle-même implique des devoirs ; leur respect fait alors de chacun un citoyen actif dans une République fondée sur la souveraineté populaire. Nul ne peut confisquer ses pouvoirs au peuple : il faut en revenir au débat public. Les hommes publics doivent assumer devant le peuple la responsabilité qu'ils tiennent du suffrage universel.

Au cœur de l'exigence républicaine il y a enfin l'égalité, et la conviction que chaque homme porte en lui d'immenses potentialités. L'égalité des chances est au cœur du pacte républicain.

La jeunesse méprise le jeunisme, complaisance et démagogie de ceux qui ont peur de parler aux jeunes le langage de la vérité et de leurs intérêts réels.

J'entends donc placer la transmission des savoirs et l'autorité des maîtres au centre de l'École. Transmettre le

savoir et la culture affranchit de la servitude de l'ignorance. Cela ne va pas sans effort, mais c'est faire, pour le pays tout entier, le pari de l'intelligence. Il s'agit ensuite pour l'Ecole de former le jugement de nos jeunes pour qu'ils puissent faire demain leur métier de citoyen, avec leurs droits, mais aussi leurs devoirs.

Rendons d'ailleurs aux enseignants l'hommage qu'ils méritent. Devant l'avalanche de l'innovation permanente, le culte de l'actuel, devant ce « bougisme » stérile, ces piliers de la République doivent être soutenus. Si l'Ecole tient, c'est grâce à eux d'abord.

2. En second lieu, le droit égal pour tous à la sécurité doit devenir réalité. J'entends m'y consacrer en écartant les deux démons symétriques de la démagogie et de l'angélisme.

Devant la montée de la délinquance, l'une comme l'autre, la droite comme la gauche, se paient de mots. La démagogie sécuritaire ne résout rien : elle se dispense de comprendre l'origine du mal, et masque l'inaction. Il y a deux ans Jacques Chirac proposait de municipaliser la police nationale comme si la délinquance s'arrêtait aux limites communales !

Quant à l'angélisme, il permet à une certaine gauche de se donner bonne conscience, en oubliant que les premières victimes de la délinquance, ce sont les citoyens les plus modestes : ceux qui vivent dans des quartiers populaires particulièrement exposés, ou encore nos concitoyens les plus âgés.

Entre ces deux écueils, il y a place pour une politique courageuse et réaliste. Il n'y a pas de politique plus sociale qu'une politique visant à assurer la sécurité parce que la délinquance frappe d'abord les plus pauvres et les plus fragiles. Je m'étais attaché à donner corps à cette politique nécessaire : création de la police de proximité, qui constitue une grande mutation d'une police d'ordre vers une police davantage au service des citoyens ; encadrement des polices municipales, recrutement des policiers à l'image des citoyens, mise en place des CODAC. Je voulais évidemment aller plus loin et j'avais fait des propositions concrètes en janvier 1999 : des moyens cohérents pour réduire les noyaux durs de la délinquance, pour améliorer les moyens de la police nationale, lutter contre la délinquance des mineurs, etc. Que n'avais-je pas dit à ce sujet ! Un déluge de réprobation s'abattit sur mes propositions, et le gouvernement se hâta de les glisser au fond d'un tiroir. Il faudra remettre l'ouvrage sur le métier.

L'ordonnance de 1945, fondée sur le tout éducatif, a été rédigée à un moment où la délinquance des mineurs

n'avait rien de comparable à ce qu'elle est aujourd'hui. Ce texte doit naturellement être profondément rénové. Il s'agira de distinguer clairement les tâches d'éducation et la sanction nécessaire, d'organiser l'échelle des réponses à la délinquance, depuis le simple rappel à la loi jusqu'aux sanctions les plus graves. Toute atteinte à la loi doit trouver une réponse. Cette réforme législative doit être accompagnée de moyens pour l'accueil des jeunes délinquants en péril. Je propose de créer des Centres de retenue, internats destinés à recevoir des délinquants multirécidivistes, à l'impunité desquels il sera mis fin. Ils pourront ainsi reprendre le cycle d'une éducation scolaire et professionnelle, capables de les tenir loin du milieu criminogène de leurs quartiers, le temps qu'il faudra pour les remettre dans le bon chemin.

Décidément la tâche est rude. Elle l'est particulièrement pour nos policiers et nos gendarmes, au contact direct avec des réalités ingrates. Trop nombreux sont ceux qui ont payé de leur vie l'accomplissement de leur mission.

Il est temps également de rétablir l'unité de la politique pénale sur le territoire national. Il y a en France deux cents Parquets devenus autonomes, c'est-à-dire deux cents politiques pénales ! L'idée absurde de rendre les Parquets autonomes, selon la proposition de la commission Truche, nous vient de Jacques Chirac. Elle a été mise en œuvre par Lionel Jospin ! C'est une faute qu'a

commis là le Janus exécutif. Il faudra avoir le courage d'y revenir. L'indépendance des juges du siège doit être complète. Mais les magistrats du Parquet représentent l'intérêt public ; ils doivent évidemment relever des autorités légitimes de l'Etat, c'est-à-dire du Gouvernement.

Enfin une loi de programmation, que j'avais réclamée en vain en janvier 1999, doit donner à la justice comme à la police des moyens en rapport avec l'évolution rapide des problèmes qu'elles ont à résoudre. Les moyens en personnel n'ont guère évolué depuis cinquante ans dans la police, et depuis cent ans pour la justice.

Rien, citoyennes et citoyens, n'est inéluctable, en matière d'insécurité. Encore faut-il que la main droite du gouvernement ne contredise pas ce que fait la main gauche. La police de proximité rapproche à juste titre la police nationale des citoyens et des autres acteurs de la sécurité. Mais comment a-t-on pu accompagner sa progressive généralisation de mesures qui alourdissent la procédure à laquelle sont astreints magistrats et policiers. Le nombre de garde à vue a baissé de 11 % depuis l'entrée en vigueur de la loi Guigou du 15 juin 2000 vis-à-vis de laquelle j'avais été l'un des rares à faire des réserves et qu'ont votée à l'unanimité et la gauche et la droite au Sénat et à la Commission des Lois de l'Assemblée Nationale.



B) A l'extérieur, le même courage doit s'imposer pour prémunir nos concitoyens des risques innombrables que la situation internationale fait peser sur notre sécurité.

Avec les événements du 11 septembre, le monde entier est entré dans une zone de tempêtes, et avec lui, la France.

Plus que jamais il faut à notre pays une boussole, des repères, un cap et un capitaine. On ne navigue pas sans carte. Or, nos dirigeants donnent trop souvent le sentiment de naviguer à la godille, sans vue d'ensemble, s'épiant l'un l'autre.

Dans une crise qui touche à l'avenir de la civilisation humaine et par voie de conséquence à la sécurité de la France et des Français, ceux-ci doivent savoir le crédit qu'ils peuvent faire à leurs dirigeants. Les candidats à l'élection présidentielle seront également jugés sur leur capacité à offrir une perspective solide et conforme aux intérêts du pays. J'observe pour ma part que ces événements qui auraient pu occulter ma campagne, ne l'ont pas desservie, bien au contraire, parce que les Français ont senti que sur ces sujets difficiles je m'exprimais fort d'une réflexion et d'une expérience déjà anciennes et avec le seul souci des intérêts du pays. Je me bornerai à énoncer trois principes incontestables, comme je l'ai fait depuis deux mois.

Premièrement, on ne négocie pas avec le terrorisme : on le combat. Le terrorisme est une menace gravissime pour la démocratie, pour chacune et chacun d'entre nous, et pour chaque pays.

On l'a vu en France avec les attentats de 1994-1995-1996. Si depuis 1997, le terrorisme islamiste a été tenu en respect, c'est par l'effet conjugué d'une part d'une politique ferme et éclairée et d'autre part d'une action policière et judiciaire efficace.

On l'a vu et on le voit encore en Algérie, justement avec ceux qu'on appelle les « Afghans », en réalité des Algériens formés en Afghanistan, qui ont structuré les réseaux et le maquis du GIA.

On le voit aussi malheureusement aux Etats-Unis où la démocratie américaine va devoir mobiliser toutes ses ressources, pour apporter une réponse efficace dans la durée, sans remettre en cause les principes qui la fondent. Dans une crise de cette ampleur, notre solidarité active avec la démocratie américaine est naturelle. Elle va de soi. Le rôle de la France consiste à aider les Etats-Unis à lutter contre le terrorisme mais aussi à inscrire cette lutte dans une entreprise plus vaste visant à assécher le terreau sur lequel il a pu prospérer.

Notre solidarité est entière avec le peuple américain. On ne peut pas dire : « les Américains l'ont bien cherché ». Les quatre mille victimes des Tours jumelles étaient –rappelons-le- des innocents. Gardons-nous de tels raisonnements pseudo-politiques qui pourraient justifier n'importe quel massacre passé. Le terrorisme doit être combattu partout sans trêve ni faiblesse car il est la négation des règles que nous nous sommes données pour vivre ensemble démocratiquement.

Pour autant ne nous laissons pas entraîner dans l'engrenage dans lequel le terrorisme veut nous précipiter : celui d'une confrontation globale avec le monde arabo-musulman. Le refus des engrenages voila le second principe : la France et le Parlement doivent être informés sur les tenants et aboutissants de notre engagement.

Troisième principe : la France a un rôle éminemment politique à jouer : Plus que jamais s'impose la méthode cartésienne : celle qui consiste à distinguer les problèmes, à les segmenter pour pouvoir les résoudre, les uns après les autres.

1. Il y a d'abord l'éradication d'El Kaïda, l'organisation terroriste de Ben Laden. Celui-ci a assumé à la télévision les attentats du 11 septembre. Le régime des Talibans le soutient. Les Etats-Unis sont fondés à rechercher le renversement de ce régime, dont la première victime a été

le peuple afghan, et les femmes afghanes particulièrement. Bien sûr nous souhaitons que dans cette affaire soient privilégiées les stratégies indirectes et que les frappes aériennes restent ciblées sur des objectifs militaires.

On ne peut pas, comme je l'ai entendu, dans la bouche de certains candidats, condamner le terrorisme, affirmer notre solidarité à l'égard des Etats-Unis et leur refuser dans un même mouvement, les moyens de la riposte, dès lors que celle-ci, bien sûr, reste ciblée et évite le piège de l'amalgame dans lequel justement les terroristes islamistes veulent nous entraîner.

Si la France peut fournir aux Etats-Unis des soutiens logistiques, des moyens d'observation et de renseignement, elle ne doit pas pour autant se laisser happer par un engrenage qu'elle ne contrôlerait pas. Force est de reconnaître aujourd'hui, ou bien que les Pouvoirs Publics n'informent pas correctement le Parlement et l'opinion, ou bien ne sont pas eux-mêmes informés des intentions américaines. On a vu l'Europe à Londres, dimanche dernier, donner l'image de l'improvisation et du cafouillage. Le Parlement a le droit d'exiger que la France maîtrise un processus qui concerne au premier chef sa sécurité.

2. Préparer dès maintenant l'après-talibans, c'est aussi une manière de hâter leur chute.

La mise sur pied d'un gouvernement représentatif du peuple afghan dans son ensemble devra se faire sous l'égide de l'ONU, dont nous devons soutenir le représentant sur place, M. Lakhder Brahimi. La Communauté internationale doit soutenir l'effort de reconstruction de l'Afghanistan et dès maintenant organiser les secours aux réfugiés.

3. Pour lutter contre le terrorisme, il faut mobiliser d'autres moyens que les moyens militaires : mise en commun des moyens du renseignement ; enquêtes policières et financières approfondies. De ce point de vue, les huit recommandations du GAFI restent insuffisantes. C'est qu'on touche à des domaines sensibles : la protection du secret bancaire, les privilèges des paradis fiscaux, le contrôle de l'utilisation des pétrodollars. J'ai proposé que la police puisse avoir accès, sur réquisition d'un juge, aux archives informatiques des banques pour établir la traçabilité des mouvements de capitaux. Je ne cache pas que la GAFI ait repris cette proposition, qui est la seule à pouvoir tarir les circuits de financement du terrorisme et de la grande criminalité mondialisée.

On a l'impression que le modèle tant vanté de la mondialisation libérale est pris à son propre piège. Combien d'attentats sanglants, combien de morts faudrait-il encore pour que les gouvernements les plus libéraux

en viennent à admettre que la liberté ne va pas sans quelques règles et ne saurait se confondre plus longtemps avec la loi de la jungle ?

Garantir la sécurité de nos concitoyens face aux nouvelles menaces, et d'abord face au terrorisme, requiert de la lucidité.

4. C'est toute notre relation avec le monde arabo-musulman qui est à revoir.

J'ai ainsi mis en garde depuis des années contre l'intégrisme qui n'a cessé de gagner du terrain auprès des masses populaires du monde arabo-musulman, contre ce dogmatisme fanatique qui se nourrit de la misère et de l'humiliation et qui veut dresser le Sud contre le Nord, bloc contre bloc, creusant un fossé infranchissable entre les deux mondes.

Que d'aveuglement dans les attitudes du monde occidental ! Dès les années 30, l'approvisionnement en pétrole fut l'alibi du grand arrangement entre l'Amérique et le fondamentalisme wahhabite. Plus près de nous, les intérêts croisés et la myopie politique ont secrété les connivences : Ainsi, en Algérie où de meurtriers attentats des GIA étaient revendiqués par ses dirigeants réfugiés à New York, en Asie centrale où la guerre contre l'URSS justifia

les alliances les plus sulfureuses avec les éléments intégristes les plus fanatiques. Partout dans le monde arabo-musulman l'islamisme a été encouragé pour contrer les forces progressistes et laïques, les éléments actifs des réseaux islamistes trouvaient refuge à Londres. Oui, que d'aveuglement !

Les hérauts de la guerre du Golfe avaient promis l'avènement du règne du droit international et la paix au Proche-Orient. On mesure aujourd'hui ce qu'il en fut : un encouragement sans précédent à l'islamisme dans tout le monde arabo-musulman. L'Amérique avait fait le choix à courte vue, à des fins essentiellement pétrolières, de l'alliance avec les forces les plus conservatrices du monde arabe, afin de « ramener à l'âge de pierre » un Irak autoritaire certes, mais modernisateur et laïque. Et la France au mépris de ses intérêts, au mépris d'une analyse à longue portée, avait emboîté le pas à cette politique sans vision.

C'était ouvrir la voie à la radicalisation intégriste et faire le lit d'actes barbares pensés par des cerveaux malades !

Oui, il faudra du courage pour sortir de cet aveuglement et pour réinventer une politique étrangère capable de nous prémunir contre les nouveaux dangers du terrorisme.

La France devra pour cela être, en Europe, une puissance d'équilibre et d'ouverture. Parce que nous sommes riverains de la Méditerranée, rien de ce qui se passe autour de notre mer commune ne nous est indifférent.

Il nous reviendra d'abord de réveiller le processus de Barcelone, en faveur du développement de la rive sud : moins du tiers des crédits prévus a été engagé. Il faudra lancer une initiative méditerranéenne de co-développement qui soit le pendant vers le Sud de l'élargissement à l'Est. La croissance et le progrès social peuvent seuls apporter à la rive sud, à laquelle tant de liens humains nous attachent, les moyens de faire reculer la misère, terreau de l'intégrisme qui serait une terrible régression pour ces pays et une grave menace pour notre sécurité.

La politique étrangère de la France doit tenir un cap clair vis à vis du monde arabo-musulman : soutenir les forces de la modernité, contribuer au développement, pour tarir les sources d'un intégrisme menaçant. Ainsi au Proche-Orient où nous devons empêcher que se referme l'étau d'une violence sans fin.

##### 5. Le problème israélo-palestinien.

Chacun le sait, le fanatisme a sa logique, mais il n'a pu se développer que sur le terreau de l'humiliation et du ressentiment des peuples arabo-musulmans. Ce



ressentiment très ancien vient d'un décalage des civilisations vieux de plusieurs siècles. Israël le cristallise depuis plus de cinquante ans, bien que l'histoire des rapports judéo-arabes ait été sensiblement moins conflictuelle que celle de la Chrétienté avec l'Islam.

La solution du problème israélo-palestinien ne résoudra pas tout, mais elle ferait considérablement baisser la tension. Les Palestiniens ont droit à un Etat viable et d'un seul tenant. Ce sera la meilleure garantie de sécurité d'Israël. Il n'est guère douteux que l'intervention directe de la Communauté internationale sera nécessaire pour mettre fin à ce conflit. Sous le gouvernement d'Ehud Barak, des avancées décisives concernant notamment l'idée que Jérusalem devait être à la fois la capitale d'Israël et celle de la Palestine, ont été accomplies. Un règlement définitif est aujourd'hui à portée de main. Il devra, in fine, recevoir la sanction d'un vote de l'ONU. Plus que jamais il est nécessaire d'affirmer qu'il n'y a pas d'alternative à la paix.

#### 6. Lever l'embargo sur l'Irak.

Mais la paix avec le monde arabe doit être globale. Elle doit aller de la Méditerranée au Golfe, car il n'y a pas de paix durable qui ne passe par le respect de l'identité et de la dignité de chaque peuple. Il faut mettre un terme à l'embargo cruel qui frappe l'Irak depuis plus de dix ans.

Cet embargo ainsi que les bombardements anglo-américains symbolisent « le deux poids, deux mesures », bref une justice internationale à deux vitesses que vomissent les peuples arabo-musulmans.

Qui peut croire que la guerre du Golfe n'a pas laissé dans l'âme musulmane une empreinte profonde ? et quelle illusion c'était de croire que le syndrome du Viêt-Nam serait ainsi enfoui, selon le mot du Président Bush Père, sous les sables de l'Arabie !

Il est temps que l'Irak retrouve la voie d'un développement pacifique, dans le cadre d'un accord régional de limitation des armements.

7. D'autres problèmes restent pendants : celui du Cachemire et des rapports indo-pakistanaï, l'utilisation du pétrole à des fins de développement, les progrès de la démocratie dans le monde musulman. Bref il y a du pain sur la planche pour une diplomatie imaginative et audacieuse.

C'est cela qui manque aujourd'hui : une grande vision de civilisation. Il fut un temps où le Général De Gaulle savait, par des analyses profondes et justes, frapper les esprits. Ces analyses –ainsi du discours de Pnomp-Pehn- étaient autant d'actes politiques majeurs.

La France parle aujourd'hui à deux voix sur la scène internationale mais sur le fond des choses, elle est muette ! Le monde aujourd'hui a besoin de la voix de la France. Les Etats-Unis eux-mêmes ont besoin d'alliés solides et sûrs pour les aider à gérer la multipolarité du monde.

Au scénario absurde du choc des civilisations, engrenage terrible de haines et de violences, la France peut opposer sa pratique séculaire du dialogue des civilisations, pourvoyeur de sens, non seulement en Méditerranée, mais pour la planète tout entière.

C'est ainsi que nous assurerons le mieux la sécurité de la France et celle des Français.

## **II - La France doit trouver en elle-même les moyens de continuer son Histoire.**

Les marchés financiers ne sont pas l'horizon de l'humanité. D'autres valeurs que l'argent mènent le monde : on l'a vu dans la tragédie du 11 septembre. Ce sont les peuples, et les nations qu'ils constituent qui sont la vraie permanence de l'Histoire.

*A) La France a besoin de retrouver confiance en elle.*

Notre pays a besoin de sens. Qu'on lui dise ce qu'il est, d'où il vient, où il va.

Qui sommes-nous ?

Nous sommes des Français, c'est-à-dire des citoyens français, divers par leurs origines, leur enracinement, leurs façons d'être. L'identité de la France, disait Fernand Braudel, s'appelle diversité. Divers mais unis par une commune citoyenneté, avec ses droits et ses devoirs. Unis aussi par des principes simples. Répétons les : souveraineté du peuple, inséparable de la démocratie, laïcité de l'Etat –garantie du vivre ensemble-, autorité de la loi égale pour tous, égalité des chances, solidarité nationale et sociale.

Oui, nous sommes un peuple libre, divers, accueillant à l'égard des autres, mais dans le respect de ces principes simples et de ces valeurs fortes, sur lesquels nous n'entendons pas transiger !

La France s'est faite en dix siècles par une construction politique et culturelle à la fois. Le moment est-il venu pour elle de disparaître ? Non ! La France est plus que jamais nécessaire. Pour nous-mêmes, car elle est la garantie de nos droits et de notre avenir. Mais aussi pour le monde entier qui attend que s'élève une voix de raison et de justice pour que

l'Humanité n'aille pas se briser sur les récifs d'identités, ou de religions, devenues conflictuelles, dressées les unes contre les autres, dans l'entrechoc d'une atroce guerre des civilisations.

Pour quelles raisons la France disparaîtrait-elle ?

1. Certes le XXème siècle, pour la France, a été un siècle difficile. Notre pays a été épuisé par deux guerres mondiales, physiquement d'abord, moralement ensuite. Face à la volonté de l'Allemagne de dominer l'Europe par la force des armes, la France est restée une libre République. Certes elle a eu besoin d'alliés pour faire face. Mais ceux-ci sont venus tard : les Etats-Unis ne sont entrés dans la première guerre mondiale qu'en 1917 et dans la seconde qu'en décembre 1941, après qu'Hitler leur a déclaré la guerre. Auparavant, c'est la France qui a soutenu le premier choc, et si la deuxième guerre mondiale n'a pas réédité le miracle de la Marne de septembre 1914, il ne faut pas oublier que notre pays fut la première puissance, conjointement avec la Grande-bretagne, à déclarer la guerre à Hitler en septembre 1939.

La France, alors, était bien seule face à l'hydre nazie, Staline pactisant avec Hitler, l'Amérique réfugiée dans l'isolationnisme, et la Grande-Bretagne elle-même protégée par la Manche et désireuse de réserver ses forces pour le combat suprême.

Oui, il faut que ces choses-là soient dites car il n'est pas vrai que la France se confonde avec Vichy, comme l'a dit Jacques Chirac, approuvé par Lionel Jospin en juillet 1995.

Ce n'est pas la République qui a livré honteusement aux nazis tant de nos concitoyens juifs mais l'affreux régime de Vichy, né de la capitulation et qui d'emblée avait mis la République en congé. L'extrême-droite en France –faut-il le rappeler- n'est jamais venue au pouvoir par la voie des urnes mais seulement grâce à une étrange défaite qu'elle a, à mon sens, préparée, mais aussi exploitée comme une « divine surprise ».

Il fallait que ces choses-là fussent dites et elles l'auront été à Montpellier. Certes la France n'a pas été faite tout entière de résistants mais non plus de collaborateurs. Notre Peuple, sonné par la défaite et d'abord prostré, s'est reconnu de plus en plus, dans sa masse, en ceux qui, autour du Général De Gaulle, continuaient la lutte. Assimiler la France à Vichy, c'est faire injure à tous ceux qui ont accepté la torture, la déportation et la mort, en criant « vive la France ! » parce que justement ils s'en faisaient une autre idée. Si Vichy était la France, c'est donc à bon droit que le général De Gaulle aurait été condamné à mort pour désertion en août 1940, par un Conseil de Guerre aux ordres de Vichy : où sont donc les

falsificateurs de notre Histoire ? Ils sont chez ceux qui nous gouvernent et qui privent la France et les Français des repères dont ils ont besoin pour construire leur avenir.

Il est temps que le peuple français retrouve cette élémentaire confiance en soi-même sans laquelle aucun peuple ne peut poursuivre son Histoire.

Assumer son Histoire, oui, avec ses ombres et ses lumières, la travestir –consciemment ou non- pour le seul profit de ceux qui veulent effacer la France, parce qu'elle est un obstacle à l'uniformisation marchande du monde et à la domination de l'Argent, cela, mille fois non !

Assez de repentance systématique, procédant d'une lecture partielle et partielle de notre Histoire. Il est temps que la France se retrouve et se redresse !

2. De même devons-nous resituer l'histoire de la France en Algérie dans sa juste perspective, dans l'intérêt de la France comme dans l'intérêt de l'Algérie avec le souci d'aider les jeunes nés sur notre sol de l'immigration algérienne à mieux se situer dans la société française, et en rendant aux Pieds Noirs la légitime fierté de l'œuvre accomplie par leurs aïeux de l'autre côté de la Mer.

Un jeune qui se contenterait de lire le journal aujourd'hui, pourrait croire que l'Histoire de la France en Algérie se résume à une histoire de torture, de viols et de massacres. Pour moi qui ai passé plus de deux ans là-bas à cette époque, je puis déjà témoigner que tel ne fut pas le comportement de l'immense masse de nos soldats. Trois millions d'appelés ont fait leur devoir. Ils l'ont fait sans joie, avec le sentiment de devoir accompagner une transition historique douloureuse. Les plus conscients savaient qu'ils servaient là-bas l'avenir commun de la France et de l'Algérie. Dans leur immense masse, nos soldats sont restés loyaux à la République. Les crimes commis doivent être reconnus, mais ils doivent être replacés dans le contexte d'un arrachement atroce, que la faiblesse et l'aveuglement de beaucoup de dirigeants de l'époque et l'instrumentalisation du conflit à des fins de politique intérieure n'ont pas contribué à faciliter.

Injustifiable a été l'abandon des harkis, mais la guerre d'Algérie ne résume pas toute l'histoire de la France en Algérie. Elle n'a été qu'un moment paroxystique, celui de la séparation entre l'Algérie, ô combien douloureuse pour les uns et pour les autres, et qui n'a de pendant que dans la guerre de conquête, de 1830 à 1848, qui fut cruelle pour les Algériens rassemblés derrière Abd el Kader.

Qui saura jamais pourquoi les soldats du maréchal de Bourmont ont posé le pied en 1830 sur la place de Sidi-



Ferruch, près d'Alger, le règne de Charles X finissant ? Une histoire d'éventail, dit-on. Le hasard de l'histoire plutôt, qui, à cette époque, poussait l'Europe hors d'elle-même, en Afrique comme en Asie, entraînant d'autres civilisations, jadis brillantes, dans l'orbite de l'Histoire Universelle. C'était particulièrement vrai pour la civilisation arabe qui, à l'avant-garde de son temps, avait fonctionné comme un véritable pont entre l'Antiquité grecque et la Renaissance européenne, tout au long de notre Moyen-Age, mais qu'un déclin progressif avait saisi, dès lors qu'ayant délaissé l'esprit de recherche, celui de l'interprétation de ses textes sacrés, l'esprit de « l'Ijtihad », elle s'était figée dans une stérile répétition.

Dès le XVIII<sup>ème</sup> siècle, on parlait de la Turquie comme de l'homme malade de l'Europe ». En 1799, Bonaparte avait à la fois ouvert l'Egypte à la connaissance de l'Europe, et donné le branle au premier mouvement de modernisation du monde arabe, avec Mehemet Ali.

La conquête de l'Algérie par la France était le résultat d'une différence de pression, d'un écart croissant entre les deux rives. Elle n'obéissait pas à un destin politique préconçu. Il suffit de lire les mémoires de Tocqueville. Celui-ci, en 1840, s'interroge et suggère que l'Algérie n'étant pas une colonie d'exploitation, ne pouvait qu'être qu'une colonie de peuplement, mais, à cette époque, la France n'avait déjà plus les réserves démographiques

nécessaires. Vingt ans plus tard, Napoléon III envisagera un « royaume arabe ». C'est un sujet ouvert à la recherche et à la réflexion de savoir pourquoi la Troisième République fut incapable de transférer ses valeurs, sinon au compte-gouttes, de l'autre côté de la Méditerranée : impuissance d'un régime d'Assemblée, incapacité de mener la lutte sur deux fronts, ici celui de la laïcité face à un catholicisme encore absolutiste, et là-bas celui d'une modernisation de l'Islam, à laquelle aucun pays musulman –il faut le reconnaître- n'était alors encore prêt. Atatürk ne pouvait naître en Algérie.

La colonisation française y a duré cent trente-deux ans. Ce n'est qu'un moment dans l'Histoire. Elle a certes entraîné souffrances, humiliations, aliénations. Mais en même temps elle a permis la mise en valeur de l'Algérie dont elle a fait un des pays les plus modernes dans le monde arabe. Elle a donné à l'Algérie les frontières d'un grand Etat. Elle a brassé nos deux nations plus profondément que deux peuples le furent jamais. Deux millions et demi de franco-algériens, un million de pieds noirs de ce côté-ci de la Mer, une francophonie qui n'a jamais été plus développée de l'autre, témoignent de la profondeur des liens créés par l'Histoire, quelles qu'aient été les souffrances endurées des deux côtés. Et ce sont des atouts pour l'avenir !

Parce que la France ne reconnaissait pas l'égale dignité de tous les habitants de l'Algérie et parce que toutes les

réformes ont été soit trop timides soit trop tardives, l'indépendance de l'Algérie, contenue dans la démographie très dynamique de l'élément musulman, était inéluctable.

Certes l'acheminement à l'indépendance aurait pu s'effectuer de manière plus raisonnée. Mais il eut fallu en France un Etat digne de ce nom et en Algérie le sens de compromis historiques nécessaires. L'indépendance a été une rupture qui a privé l'Algérie d'une bonne part de ses élites, non seulement européennes mais aussi algériennes.

Par souci de la vérité historique il faut rappeler aussi que cette indépendance a été acquise par le courageux peuple algérien, qui aspirait légitimement à une existence nationale, mais aussi par le consentement du peuple français qui, consulté à deux reprises par référendum, à l'initiative du Général De Gaulle, a accepté en 1961 l'autodétermination, et en 1962 l'indépendance de l'Algérie dans la coopération avec la France. Cette coopération reste toujours à bâtir, car l'avenir durera plus longtemps encore que le passé.

Pour cela nous n'avons pas à ressasser éternellement nos griefs réciproques. Nous devons au contraire nous tourner audacieusement vers l'avenir. Il serait bon qu'un jour, une Commission d'historiens français et algériens se réunisse pour écrire une histoire si possible commune de cette guerre et de ce qui l'a précédée.

Les Pieds Noirs peuvent être fiers de l'œuvre accomplie outre Méditerranée : marais asséchés, routes et ports modernes, villes superbes, écoles certes trop peu nombreuses, mais avec des maîtres souvent admirables, innombrables sont là-bas les témoignages d'une œuvre qui a traversé le temps.

Quant aux enfants de l'immigration, souvent perdus entre les deux rives, je pense à certain d'entre eux qui l'autre soir ont sifflé la Marseillaise au Stade de France, ils doivent apprendre que leur avenir est en France, comme citoyens français à égalité de droits et de devoirs. Ce n'est pas leur rendre service que de vouloir les constituer en minorité, avec une mémoire particulière à l'écart des autres citoyens. C'est leur assigner le ghetto comme horizon ! La République ce n'est pas la juxtaposition des communautés, c'est l'égalité de tous les citoyens quelle que soit leur origine, avec la conscience d'appartenir à une même communauté politique. Là encore, rien n'est plus important pour la France que de se réapproprier toute son histoire avec ses ombres mais aussi avec ses lumières. Ainsi tous les jeunes quels que soient leurs origines retrouveront la fierté de chanter la Marseillaise !

Qui sommes-nous ? vous demandais-je tout à l'heure.

Eh bien la réponse est simple : nous sommes tous des citoyens français avec notre passé, riche de heurts et de passions contradictoires, mais également désireux de faire vivre les principes républicains et de poursuivre ensemble notre histoire.

*B) La France est plus que jamais nécessaire.*

1. La France doit faire vivre le message de la citoyenneté.

La République est une société politique qui réunit des citoyens sans distinction d'origine. La Laïcité, en distinguant une sphère publique et une sphère privée, garantit la liberté de conscience, la coexistence de citoyens de confessions ou cultures différentes, et permet d'organiser la vie en commun. Nous ne pouvons accepter que des communautarismes parfois agressifs désagrègent la société. La République ne confond pas une poignée d'islamistes avec la masse des musulmans pacifiques. Elle réprovoque le racisme et condamne du même mouvement les agressions contre les synagogues où les écoles juives. Aux peuples déchirés, écartelés par l'exacerbation des différences ethniques ou religieuses, offrons le spectacle d'une République forte.

Il n'est à cela qu'une vraie condition : que la France fasse vivre sur son sol à l'écart des querelles importées une

citoyenneté exemplaire. C'est d'abord le rôle de l'Ecole que j'évoquais il y a un instant. C'était aussi la mission des Commissions départementales d'accès à la citoyenneté que j'avais créées au début de 1999 : faire en sorte que tous les jeunes, spécialement ceux qui sont nés de l'immigration, trouvent des chances égales de réussite professionnelle, lutter contre les discriminations à l'embauche ou pour l'accès au logement : c'est un impératif national pour quiconque est investi d'une responsabilité publique. Il faudra reprendre ce chantier, aujourd'hui abandonné. De cette grande mission, ne reste plus en effet qu'un téléphone gratuit, le 114, pour se plaindre des discriminations à l'entrée des dancings. Je propose au contraire des mesures nouvelles pour tous les jeunes des quartiers populaires qui ont plus d'intelligence et de talents que de relations ou de revenus. L'Etat et les grands services publics offriront à de jeunes étudiants recrutés par concours une rémunération durant leurs études – à l'image des IPES – sous condition de servir l'Etat ou le service public pendant dix ans. Ce sera le moyen de faciliter l'accès de tous aux emplois publics, et d'aider ceux qui ne sont pas des fils à papa à réussir dans la vie.

## 2. Pour l'unité nationale contre la fragmentation territoriale.

La République ne proscrit nullement l'attachement à ses racines particulières. Mais que penser des réformes qui

voulaient par exemple intégrer à l'Ecole publique des établissements –je pense aux Ecoles Diwan- qui pratiquent « l'enseignement par immersion » dans une langue régionale, où le français devient une langue étrangère ? Certes le Conseil d'Etat vient de rappeler le ministre à ses devoirs. Cela provoque quelque émoi, mais où est la responsabilité sinon chez nos gouvernants qui prennent des circulaires manifestement contraires à la Constitution ? Cette politique complaisante qui prend le peuple français en otage de promesses démagogiques encourage à terme les ethnicismes de tout poil qui fragmentent la société, et se croiront autorisés demain à remettre en cause la loi républicaine. Le plus néfaste exemple a été donné par le retournement inouï de la politique suivie en Corse. Des gages ont été donnés à des éléments qui n'ont jamais condamné le recours à la violence, ouvrant dès lors le chemin à une pente de concessions et de reculs qui ont rallumé la guerre des clans et la violence en Corse. 23 homicides y ont été recensés depuis le début de l'année. Il ne se passe guère de jour qu'une caserne de gendarmes ou de CRS ne soit mitraillée, des maisons ou des bâtiments publics plastiqués. Le racisme anti-maghrébin et la xénophobie antifrançaise se donnent libre cours : Francesi Fora ! Un bon Français est un Français qui part ! L'abandon des principes républicains conduit à l'abaissement de l'Etat. Chaque reculade est suivie d'une nouvelle exigence ; la pantalonnade des annonces

concernant la prison de Borgo a montré le discrédit d'un processus que la simple dignité commande d'abandonner.

### 3. La nation dans la mondialisation.

La droite comme la gauche se sont peu ou prou ralliées à la mondialisation libérale, ne voyant plus dans la nation qu'un obstacle à contourner. Mais la nation, c'est d'abord le cadre de la démocratie, l'expression de la souveraineté populaire. Elle doit être défendue. Ne confondons pas la nation avec l'Etat ! Il faut réformer l'Etat en profondeur en fixant d'abord et clairement ses tâches à long terme.

Simplifier la loi, mettre un coup d'arrêt à la prolifération des règlements, mettre fin aux usines à gaz que sont devenues bien des réglementations, c'est ainsi que j'entends ouvrir le salubre chantier de la réforme de l'Etat.

### 4. La décentralisation dans la République.

Je suis un décentralisateur : je l'ai montré dans l'exercice de mes fonctions, en décentralisant en 1985 les collèges et les lycées, ou en faisant approuver à la quasi-unanimité du Parlement la grande loi du 12 juillet 1999 sur l'intercommunalité. Il n'y a pas d'autre limite à la



décentralisation que le respect de la loi républicaine et celui de la solidarité nationale.

Comme l'Etat, nos services publics doivent être modernisés et non démantelés ou livrés à l'encan comme on le voit aujourd'hui. Il est possible d'agir à Bruxelles pour obtenir le respect de cette spécificité française : des services publics garantissant l'accès égal de tous les citoyens à des services essentiels, qu'il s'agisse de l'énergie, de la santé, des transports ou de la Poste. Nos partenaires demandent et obtiennent des clauses dérogatoires dites d'opting out en bien des domaines... Pourquoi ne pas les exiger pour maintenir et moderniser nos services publics ?

##### 5. Pour une Europe européenne.

La construction d'une Europe européenne peut et doit être un grand et beau dessein. La solidarité souhaitable des nations européennes ne doit pas pour autant signifier uniformisation, effacement de notre personnalité, mépris de nos intérêts.

Je veux une Europe de projets, d'ambitions partagées, qui complètera les nations au lieu de s'y substituer. Si je devais présenter une seule réforme pour donner un nouveau souffle à la construction européenne ce serait de rendre aux nations le droit de proposition qui est aujourd'hui le

monopole d'une Commission échappant à tout contrôle démocratique.

Oui, il faut impliquer les nations dans la construction européenne parce que les nations sont la source vivante de la démocratie.

S'agissant de l'Europe, du rôle que la France remplira, des rapports entre les Etats souverains qui la composent et l'Union, les deux têtes de l'exécutif n'ont qu'une même réponse : construire une Fédération d'Etats nations, concept contradictoire en soi, qu'ils ont tous deux emprunté à Jacques Delors. Pour ne pas répondre à la question de savoir si la France disparaîtra dans un super Etat pseudo fédéral, ou si les nations d'Europe, cadres de la démocratie, demeureront, ils ont l'un et l'autre dissimulé le vide de leur projet derrière une formule creuse, destinée à satisfaire tout le monde.

De l'avenir de la construction européenne, Jacques Chirac et Lionel Jospin ont la même conception : écrire une Constitution européenne. Tel est l'objet du prochain sommet de Laeken qui va confier à une Convention dépourvue de toute légitimité le soin de rédiger un projet dont nul ne peut savoir ce qu'il contiendra. Jacques Chirac comme Lionel Jospin oublie qu'un peuple peut se donner une Constitution, mais que des peuples entre eux passent des traités. Or il n'existe pas à ce jour un peuple européen,

mais des peuples et des nations. Si les deux faces du Janus exécutif choisissent la même fuite en avant vers une Constitution européenne, ils ne nous disent rien –et pour cause- de la manière dont la Constitution française et nos institutions dont le chef de l’Etat est pourtant le gardien, devront s’effacer. Leur vrai projet doit rester voilé aux yeux des citoyens, jusqu’à l’élection décisive de 2002 qui leur donnerait alors carte blanche pour s’abandonner dans un super Etat bureaucratique européen, et où la France serait mise en minorité sur tout : la politique étrangère désormais alignée sur la politique américaine, la politique agricole commune réduite à peau de chagrin, l’exception culturelle vidée de son contenu, au grand dam de nos créateurs et de nos cinéastes, et le reste à l’avenant.

L’Europe mérite mieux que cela :

- un bon et solide traité démocratisant sa construction en impliquant les nations ;  
Si je suis élu Président de la République, je ferai en sorte que le traité issu de la CIG soit soumis au référendum populaire.
- un souci constant du débat démocratique afin de jeter les bases d’une véritable opinion publique européenne, seul moyen de fortifier un sentiment commun d’appartenance ;
- une relance de l’activité économique par l’investissement afin d’unifier notre continent à travers

des projets structurants : lignes TGV ou dédiées au fret ferroviaire, tunnels transfrontaliers, etc. ;

- la réforme des statuts de la BCE ;
- un double engagement équilibré vers l'Est et vers le Sud ;
- enfin la volonté d'assurer la sécurité de l'Europe par les Européens eux-mêmes, afin de faire de notre continent le carrefour et non pas le champ clos des civilisations.

### **III – La brèche est ouverte.**

Deux mois ont passé depuis que j'ai déclaré, le 4 septembre, ma candidature à la Présidence de la République et présenté à Vincennes, le dimanche suivant 9 septembre, dix orientations fondamentales pour relever la République. Ce sont des orientations de fond et c'est sur cette base que des soutiens venant de partout : communistes, gaullistes, radicaux, socialistes, démocrates, se sont manifestés.

Ces orientations, cohérentes entre elles, reposent toutes, dirais-je, sur une dynamique de confiance retrouvée en la France et en la République : cela a été compris et c'est ce que nous sommes en train de faire.

Et j'ajoutais : « La campagne va créer sa propre dynamique. Elle fera bouger les lignes ... Dans toute bataille il y a un espace stratégique à occuper. Si grâce à vous, grâce à tous ceux qui me font confiance, je peux occuper cet espace stratégique au début de l'année prochaine, eh bien, je gagnerai la bataille ».

Deux mois après, où en sommes-nous ?

*A) Les attentes.*

Sillonnant la France, j'ai rencontré partout des attentes profondes, tant il est vrai que la France ne sait plus où elle va. Les Français, dans tous les domaines, éprouvent un besoin de visibilité à long terme : sécurité, éducation, santé, retraites, agriculture, défense : dans aucun de ces champs, des perspectives claires ne sont offertes par ceux qui nous dirigent.

\*

Quelles que soient les différentes méthodologies utilisées par les instituts de sondage, le mouvement général ne trompe pas : en deux mois, j'ai creusé l'écart avec la masse des petits candidats. En réponse, l'aigreur de leurs propos ne me surprend pas. Elle est dans la nature des choses.

Comme toutes les élections présidentielles dans le passé, celle du printemps prochain se jouera entre trois candidats. En 1981 Giscard-Mitterrand-Chirac. En 1988 Mitterrand-Chirac-Barre. En 1995 Balladur-Jospin-Chirac.

Le peuple français aura donc un vrai choix dans cinq mois et demi d'ici, entre d'une part les deux candidats sortants, que j'appelle les candidats du pareil au même, et d'autre part le candidat du regain républicain, du regain de la France, que j'incarne.

Dans son for intérieur, le peuple français éprouve-t-il de réelle attirance pour l'un ou l'autre des sortants ? Certes aucun n'est dépourvu de quelques qualités. Mais les Français pensent-ils qu'elles les qualifient pour diriger l'Etat ?

Sur l'essentiel, est que sur tous les choix structurants, ils se retrouvent : Maastricht, l'euro, le traité d'Amsterdam, le pacte de stabilité budgétaire, le traité de Nice, la guerre du Golfe, celle des Balkans, la professionnalisation des Armées et la suppression du service national ou encore l'érection d'un Pouvoir judiciaire n'ayant de compte à rendre à personne, ou encore l'affaissement programmé de l'Ecole Publique, entamé par la réforme Haby en 1975, Jacques Chirac étant Premier ministre, et poursuivi par Lionel Jospin, à travers l'article 1 de la loi d'orientation scolaire de 1989, qui met l'élève –et non plus le savoir- au centre de l'Ecole, ou

encore la Corse, ou bien l'Outre-mer, ou bien la conception de la décentralisation, où à la démagogie de l'un répond la démagogie de l'autre, sur tant de choix cardinaux on chercherait en vain l'ombre d'une différence !

Les Français ont beau retourner le Janus Bifrons exécutif dans tous les sens, ils ne trouvent pas et pour cause le bon profil !

C'est ensemble que Jacques Chirac et Lionel Jospin ont prévu l'échange forcé des pièces et des billets en euro au 1<sup>er</sup> janvier, que les traités pourtant n'exigeaient pas. Peut-être pour effacer jusqu'au souvenir de notre monnaie nationale, ils se sont lancés à l'aveuglette vers ce séisme programmé qui va profondément perturber nos concitoyens, freiner la consommation et handicaper la croissance au plus mauvais moment.

C'est ensemble qu'ils ont accepté de se laisser entraîner au Kosovo dans une expédition contraire dans ses objectifs au principe républicain de citoyenneté, puisque, sous couvert de défense des droits de l'homme, le partage ethnique le plus impitoyable s'est mis en place sous la protection de l'OTAN.

En politique économique, bien avisé serait celui qui désignerait le champion des privatisations, celui de la non-ingérence de l'Etat dans les grands groupes industriels, celui de l'effacement de nos services publics.

Et faut-il à nouveau évoquer la Corse, où le Premier Ministre n'a pu s'engager aussi complètement dans ce chemin de renoncement qu'en bénéficiant du silence du Président, silence qu'il n'a rompu que lorsqu'il était trop tard...

Ces convergences sur l'essentiel ne peuvent pas être masquées par des chamailleries subalternes où s'échangeraient des invectives. L'élection présidentielle appartient à tous les Français. Je ne la laisserai pas s'abîmer dans un pugilat médiocre entre les deux sortants, à seule fin de faire oublier le caractère factice de leur opposition, dès lors du moins qu'on touche à l'essentiel. J'ai pour cela une arme : parler de la France et de son destin à tous les citoyens !

#### B) *Les obstacles.*

O certes, je ne me fais nulle illusion : les coups vont pleuvoir de partout.

Déjà Robert Hue me décrit comme un socialiste invétéré. Vous remarquerez au passage que je ne dis rien de tel de Robert Hue : je ne suis pas sûr du tout qu'il soit resté communiste ...



Dominique Voynet me dénie le monopole de la République et du sens de l'Etat. Fort bien ! mais c'est déjà qu'elle me les reconnaît ! Quant à y prétendre, je ne saurais trop l'encourager : elle a encore quelques progrès à faire pour cela.

Alain Madelin me reproche d'avoir engagé la consultation avec l'Islam de France, destinée à lui permettre de se doter d'une instance représentative, à l'égal des trois autres religions traditionnelles. Mais il oublie que nul n'a pu y participer sans avoir signé une déclaration préalable reconnaissant les principes républicains, la laïcité de l'Etat, l'égalité de l'homme et de la femme et la liberté de religion.

Mais les coups les plus durs ne viendront pas des petits candidats : ils viendront des grandes machines du pouvoir, des Royaumes prébendiers, prêts à tout pour défendre et étendre le champ des immenses privilèges, qu'au nom d'une bipolarité exténuée, ils se partagent comme larrons en foire ! Déjà on ressort de sa boîte Jean-Marie Le Pen, cette vieille lune, recette éculée et nauséabonde pour dévoyer la colère du Peuple et stériliser ses voix. Jean-Marie Le Pen est un leurre !

J'évoquais dans ma déclaration du 4 septembre les Bastilles du mensonge et du conformisme. Elles se dressent devant moi, inquiètes de voir le Peuple se saisir –qui sait ?- de l'occasion de faire entendre sa voix, en dehors des appareils

et des systèmes de pensée convenus qui ne sont –vous le savez bien- que des systèmes d'allégeances.

Ces Bastilles ne vont pas se rendre sans combat. Elles utiliseront pour m'atteindre tous les moyens perfectionnés du mensonge de masse érigé en système de gouvernement. Elles chercheront d'abord à créer la peur, la peur du risque, la peur du nouveau. Elles me prêteront des intentions que je n'ai pas. Il n'y a pas de coup auquel je ne puisse m'attendre, mais je puis vous assurer que je les attends de pied ferme et avec la conscience sereine.

Je suis bien installé à mon établi. Je sais de quoi je parle. Aucune campagne ne m'empêchera de formuler inlassablement mes propositions à travers le pays. Car je sais que je répons à son attente : la France veut survivre. Malgré l'euro, malgré le pouvoir législatif bradé à la Corse, malgré la Constitution européenne qui se mitonne au prochain sommet de Laeken et qui signifierait avec la fin de notre Constitution, la réduction de la France à un statut de grande région au sein d'un nouveau Saint-Empire. La France veut continuer d'exister. « I will survive » mais en français !

### *C) Le rassemblement.*

Pour relever la République, j'ai présenté aux Français les grands axes d'un programme fondé sur dix orientations.

Je ne rappellerai que la première : le redressement doit d'abord être moral. Il passe par l'affirmation des valeurs de la République. Tout le reste en découlera.

Ce programme clair est capable de rassembler tous ceux qui veulent sortir d'un système binaire appauvrissant pour la démocratie. Il existe au sein du peuple français des réserves de courage, de désintéressement, d'amour du bien public et de vrai patriotisme. C'est pourquoi s'affirme de plus en plus le pôle républicain dont le pays a besoin.

Tous ceux, d'où qu'ils viennent, qui ont partagé les espoirs de la gauche pour donner à la France un nouvel élan peuvent se reconnaître dans mon combat.

Les communistes qui veulent faire vivre le meilleur de leur héritage quand le mouvement ouvrier, à travers eux jadis dans la Résistance et pour la Libération, rencontra la nation. Et je veux saluer les propos d'Anicet Le Pors qui a montré que dans les temps incertains, il fallait aller à l'essentiel.

Les socialistes qui n'ont pas oublié la magistrale synthèse jaoussienne et tous ceux qui se reconnaissent dans la tradition républicaine du radicalisme peuvent trouver dans ce combat, le moyen d'un ressourcement au service du pays, comme l'a montré avec clarté Michel Dary. Il y a mieux à faire

que de servir de béquilles à un système désormais épuisé, Catherine Coutard l'a souligné.

Tous peuvent comprendre que le monde du travail serait réduit à l'impuissance si la République » venait à disparaître. Il faut mener ensemble le combat pour la France et le combat pour la revalorisation du travail et la justice sociale.

Pierre Dabezies a fait entendre la voix de ceux qui ont suivi le général De Gaulle qu'il a incarné l'honneur et la liberté de la France. Il a parlé au nom de ceux, innombrables, qui sont attachés à la souveraineté du pays et qui savent bien que l'héritage gaulliste, les principes de l'indépendance nationale, ont été foulés aux pieds par ceux qui osent encore s'en réclamer. L'Etat, relevé par Charles De Gaulle, est abaissé et déconstruit par Jacques Chirac. S'il y a bien un parti de dissolution sociale c'est cette droite totalement gagnée à la mondialisation libérale, parce qu'elle y voit le moyen de museler le peuple, et qui dissimule sous les rodomontades et la démagogie sa véritable nature.

Je m'adresse donc à tous ceux qui n'ont pas renoncé à leur idéal, ceux qui savent qu'au-dessus de la droite et de la gauche il y a la République. Relevons-là ensemble. Voilà l'appel que je lance, sans exclusive, à tous les Français.

Autour de moi un pôle républicain est en train de prendre forme, issu de toutes les sensibilités démocratiques de notre

pays, des communistes aux gaullistes, des démocrates sincères que rebute l'appétit d'ogre de ceux dont le pouvoir pour le pouvoir est devenu le seul horizon, des radicaux aux militants venus de la gauche de la gauche, de ceux qui veulent défendre la souveraineté de la France et de ceux qui veulent combattre pour la justice sociale. J'appelle tous les républicains à rejoindre ce pôle républicain qui n'a pas fini de faire parler de lui.

Je ne suis pas l'homme d'un clan. Je m'efforcerai d'être l'homme de la nation, en charge de donner le sens, l'orientation générale à la politique du pays. Les Français sont las de voir les deux grands partis se succéder aux affaires et se partager les prébendes. Ni Etat RPR, ni Etat PS, je veux tout simplement relever l'Etat républicain !

Ce n'est pas la droite, ce n'est pas la gauche, c'est la République qui entre en campagne !

Avec vous j'ai la certitude de pouvoir changer la donne, et de faire entendre la voix de l'intégrité, du courage et de l'espérance.

Déjà la première brèche a été ouverte !

Ce n'est que le début d'une marche qui conduira jusqu'au deuxième tour. Avec la confiance de tous ceux qui veulent le

renouveau, nous gagnerons la bataille. Ensemble nous organiserons le retour de la France et de la République.

Je compte sur vous. Ne ménagez pas vos efforts. Une chance sans précédent se présente de faire litière des faux clivages et de répondre aux vrais problèmes du pays.

Cette chance, saisissez là ! Aidez-moi ! Pour que vive la République et que continue la France !